



En hausse

GOOGLE + - Lancé fin juin, Google +, le réseau social créé par Google, comptait 25 millions d'utilisateurs fin juillet, du jamais vu pour un site Internet, selon des données publiées mardi 2 août par l'agence comScore. Facebook avait mis trois ans pour atteindre ce chiffre.



En baisse

LE CRÉDIT À LA CONSOMMATION - Le montant de crédit à la consommation accordé en France sur douze mois (49,6 milliards d'euros) a atteint en juin son plus bas niveau depuis 2006, selon des chiffres publiés mardi 2 août par la Banque de France.

Les cours du jour

		(03/08/1.09h47)
EURO	1 euro	1,4170 dollar (achat)
OR	Once d'or	1 637,75 dollars
PÉTROLE	Light sweet crude	92,98 dollars
TAUX D'INTÉRÊT	France	2,927 (à dix ans)
TAUX D'INTÉRÊT	Etats-Unis	2,373 (à dix ans)

Crise de la dette

La spirale sans fin de la crise dans la zone euro

Les mesures prises en juillet n'ont pas ramené le calme. Les taux italiens et espagnols atteignent des records

Les marchés sont-ils happés par le vide? L'accord du Congrès américain, mardi 2 août, permettant de relever le plafond de la dette et d'éloigner le spectre d'un défaut de la première économie mondiale, n'a eu aucun effet sur des investisseurs affolés.

À la Bourse de New York, le Dow Jones a plongé, mardi, de 2,19%, entraînant dans sa chute les marchés asiatiques et européens. Mercredi, Tokyo cédait 2,11%, tandis que Paris et Francfort reculaient de 1,82% et 2,26% à l'ouverture.

En Europe, ce regain de stress ne fait qu'aggraver la crise aiguë des dettes souveraines dans une sorte de prophétie autoréalisatrice: plus les taux montent, plus la dette est délicate à rembourser.

Quinze jours à peine après que les dirigeants eurent dégainé, le 21 juillet, ce qu'ils croyaient être une arme nucléaire pour neutraliser les peurs, les taux à dix ans des emprunts espagnols et italiens ont ainsi atteint des sommets historiques: 6,36% pour l'Espagne et 6,18% pour l'Italie mardi. Les taux grecs, eux, restent à des niveaux record (14,85%), les investisseurs se réfugiant sur le Bund, l'obligation allemande, jugé plus sûr, descendu à 2,39%, sous le niveau de l'inflation. Du jamais vu depuis la réunification!

Inquiet, le gouvernement espagnol, les yeux rivés sur les marchés, reste sur le qui-vive, tandis qu'à Rome, le ministre italien de l'économie, Giulio Tremonti, après avoir convoqué, mardi, une réunion du Conseil de stabilité financière, devait s'entretenir avec le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker. Mais Bruxelles exclut pour le moment toute discussion sur un plan de sauvetage pour l'Italie et l'Espagne. Points sur les causes et conséquences de cet « emballement » spéculatif.

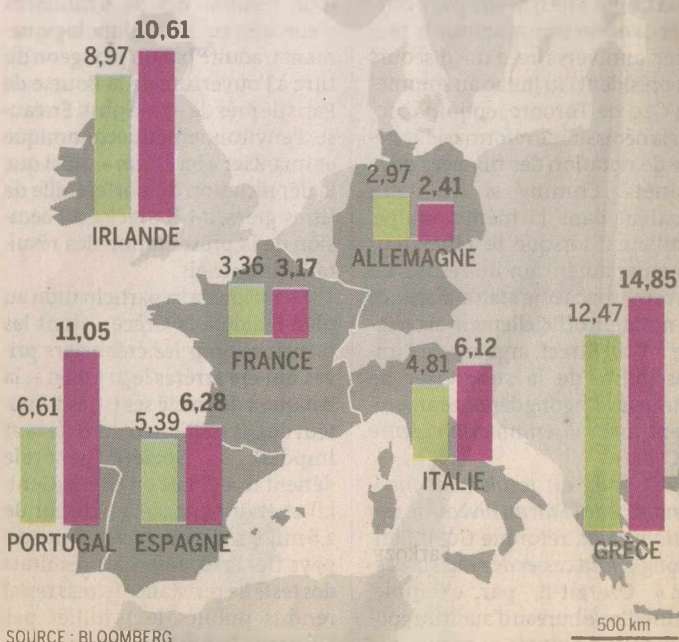
Quelle est l'origine du regain de stress? Le spectre, même improbable et finalement écarté, d'un défaut de paiement des Etats-Unis, a fait prendre conscience aux investisseurs que le surendettement des Etats pouvait frapper tout le monde. Y compris la première économie mondiale. Chacun s'est alors souvenu qu'en Europe, le problème n'était pas réglé. Le plan de sauvetage de la Grèce présenté le 21 juillet n'a rassuré qu'un temps.

Surtout, la publication d'une série de chiffres macroéconomiques plus mauvais les uns que les autres fait trembler. Le spectre d'un « double dip », une bascule de l'économie américaine dans la récession, refait surface avec ses

Tensions sur les pays périphériques

TAUX D'EMPRUNT À 10 ANS, en %

■ au 3 janvier 2011
■ au 2 août 2011



inévitables répercussions sur la reprise européenne. Or, le meilleur remède pour éponger des dettes publiques reste la croissance.

Pourquoi le plan de sauvetage de la Grèce annoncé le 21 juillet n'a-t-il pas rassuré? L'accord conclu à l'arraché le 21 juillet entre les chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro prévoit un élargissement de la mission du Fonds européen de stabilité financière (FESF) - dont la possibilité d'acquiescer de la dette d'Etat sur le marché - et une participation des créanciers privés sous forme d'échange des anciens emprunts grecs.

Si, au moment de l'annonce, les investisseurs ont semblé soulagés, encore faut-il que cette décision soit entérinée. En France, la modification des missions du FESF doit faire l'objet d'un vote du Parlement, et la session extraordinaire consacrée au projet de loi de finances rectificative qui validera l'accord européen ne débutera que le 6 septembre. Trop lent, trop tard, trop bureaucratique, jugent les marchés.

Pourquoi la spéculation touche maintenant l'Espagne et l'Italie? L'Italie, en raison de son taux d'endettement très élevé (120% du produit intérieur brut, PIB), et l'Espagne (dont la dette publique a atteint 63,6% du PIB, contre 55% il y a un an), sont deux « maillons faibles » de la zone euro. L'endette-

ment de l'Italie est supérieur à celui du Portugal (93%) et de l'Irlande (96%), et moindre que celui de la Grèce (140%).

Les marchés craignent que ces deux pays ne tombent dans une spirale infernale: méfiance des investisseurs qui se traduit par des taux plus élevés débouchant sur un étrangement du pays. Tout cela se conjuguant à une croissance insuffisante pour diminuer l'endettement, à une fragilisation du système bancaire en Espagne (très engagé dans l'immobilier) et à une crise politique en Italie.

Or, les investisseurs savent que si la zone euro a la capacité d'apporter son aide à la Grèce, à l'Irlande, au Portugal - voire même à Chypre, qui pourrait bientôt en avoir

besoin -, qui ne représentent que 6% du PIB de l'Union, elle n'a pas les moyens de sauver ces deux grands pays (près de 30% du PIB de la zone euro).

Quels sont les risques? En dépit de maladroites, les dirigeants européens semblent avoir démontré leurs engagements à sauver la zone euro. Mais certains évoquent toujours son implosion. Dans ce cas, la sortie, même temporaire d'un « maillon faible » de l'union monétaire, se traduirait par un retour à sa devise, une dévaluation drastique, une inflation galopante qui ruinerait les créanciers. Une fuite en avant douloureuse pour le pays concerné, son système bancaire, mais aussi pour ses partenaires européens.

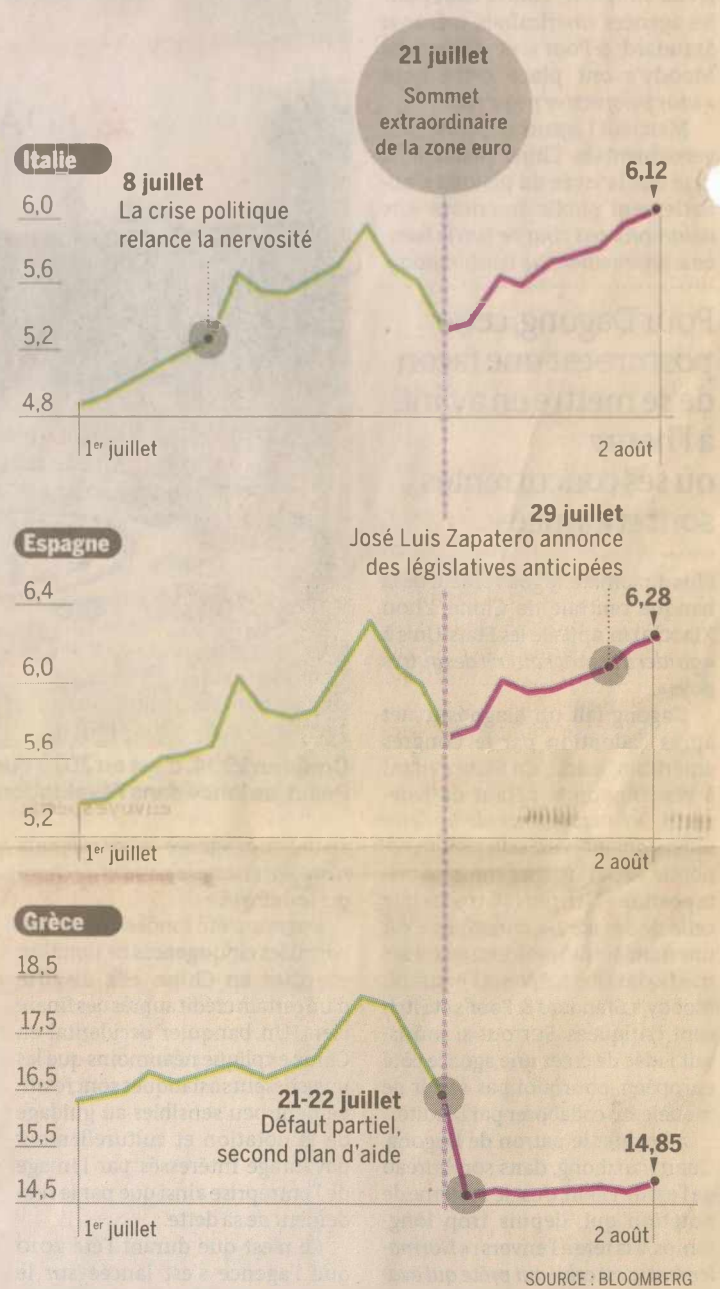
Le risque est aussi de devoir « gérer la crise ». Autrement dit, de mettre chaque fois plus sur la table pour recapitaliser un pays et ses banques. Chaque plan réclamerait aussi des efforts budgétaires de plus en plus drastiques à même de plonger les pays dans la récession.

Comment apaiser radicalement les tensions? L'option la plus probable est d'augmenter la force de frappe du FESF, voire de lui faire un « chèque en blanc ». Mais pour l'économiste Daniel Cohen (membre de conseil de surveillance du Monde), l'Europe doit aller plus loin pour faire capituler le marché. Il faut, dit-il, transformer la Banque centrale européenne (BCE) en « bombe nucléaire » en l'autorisant à acheter de la dette d'un pays de l'euro dès que des tensions trop fortes apparaissent sur les taux et l'habiliter à « imprimer » des billets autant que nécessaire. Les marchés sauraient alors que, quoi qu'il arrive, c'est elle qui a l'avantage. ■

Claire Gatinois et Cécile Prudhomme

L'accord du 21 juillet n'a pas apaisé les marchés

TAUX D'EMPRUNT À 10 ANS, en %



Il faudra une génération à Athènes pour redresser la barre

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ne pêche pas par excès d'optimisme à l'égard d'Athènes. A en croire sa dernière étude sur la Grèce, publiée mardi 2 août, le nouveau plan de sauvetage du pays établi le 21 juillet par les dirigeants de la zone euro ne réduira que légèrement l'endettement d'Athènes, et il faudra une génération pour le ramener à un niveau supportable.

« Si ce programme est rigoureusement mis en œuvre, les finances publiques peuvent retrouver une trajectoire viable, le ratio dette sur

PIB [produit intérieur brut] commençant à diminuer à partir de 2013 pour passer progressivement sous la barre des 60% du PIB au cours des deux décennies suivantes », contre 140% en 2010, estime l'OCDE. Dans un scénario moins optimiste, la dette retomberait à 100% du PIB en 2035.

Le programme d'ajustements ambitieux dans lequel s'est lancée la Grèce pour contrer sa crise économique « peut réussir » à « rétablir la croissance, l'emploi et les niveaux de vie si les réformes sont mises en œuvre intégralement » et de manière « irréprochable ».

« Bien que considérable, l'effort d'assainissement que suppose un tel programme a déjà été accompli dans le passé par la Belgique, le Danemark et la Finlande, quoique dans des conditions plus propices », relève l'institution.

L'OCDE prévoit une aggravation de la récession à -3,5% fin 2011 (contre -2,9% en mai), avant une timide reprise (0,6%) en 2012. Ses experts rappellent que la Grèce doit faire des réformes structurelles « lui permettant de se rapprocher des meilleures pratiques internationales en ce qui concerne le secteur public et les

marchés du travail et des produits ». Il faut « mettre un terme au gaspillage des ressources publiques, s'attaquer résolument à la fraude fiscale, améliorer les services publics et rétablir la confiance des citoyens grecs envers leur gouvernement, renforcer l'emploi des jeunes, des femmes et des seniors... ». La ministre française du budget, Valérie Pécresse, a indiqué lundi sur Europe 1 avoir proposé que des spécialistes français des impôts se rendent en Grèce pour aider le pays à lutter contre la fraude fiscale. ■

C. Pme

En Espagne, M. Zapatero retarde ses vacances pour tenter de juguler la tension croissante

Mardi 2 août, les obligations espagnoles ont atteint un niveau record, faisant resurgir les inquiétudes autour d'un éventuel plan de sauvetage

Madrid
Correspondance

L'extrême tension sur les marchés financiers a forcé, mardi 2 août, le président du gouvernement espagnol, José Luis Rodríguez Zapatero, à retarder de plusieurs heures son départ en vacances vers le parc naturel de Donana, au sud de l'Espagne. Le 29 juillet, il avait annoncé qu'il convoquerait les législateurs dès le 20 novembre, quatre mois avant la fin initiale de son mandat. Il s'agissait, selon lui,

d'insuffler plus de « certitudes politiques et économiques ces prochains mois ».

Le plan n'a pas fonctionné, à en croire le taux auquel emprunte l'Espagne, qui a pulvérisé mardi un record historique. L'écart (spread) entre ce taux et celui de l'Allemagne, référence de la zone euro, a dépassé les 400 points de base (4 points de pourcentage), avant de redescendre à 386 points de base à la clôture des marchés. Depuis des semaines, les économistes avertissaient que franchir les 400 points

de base pourrait forcer le déclenchement d'un plan de sauvetage. Toutes les alarmes sont donc passées au rouge mardi matin.

Selon son bureau, « tout au long de la matinée, le président a été informé des initiatives prises par les gouvernements allemand, français et italien par rapport à la situation économique de la zone euro ».

M. Zapatero a appelé le chef de l'opposition, Mariano Rajoy (PP, droite), le candidat socialiste à sa succession, Alfredo Perez Rubalcaba, les représentants des groupes

parlementaires ainsi que le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, pour leur transmettre des informations. « Les équipes économiques des différents gouvernements européens signalent toutes la nécessité de donner des réponses conjointes et unilatérales face à la gravité de la crise économique et financière mondiale », affirme-t-on au bureau du président du gouvernement.

« Il n'y a aucun plan de sauvetage sur la table », a assuré mardi Chantal Hughes, la porte-parole du com-

missaire européen au marché intérieur, Michel Barnier. « Nous avons toute confiance dans la détermination des autorités italiennes et espagnoles à parvenir à ramener leurs économies sur la bonne voie. »

M. Zapatero a promis d'annoncer, le 19 août, des mesures visant à s'assurer que le déficit public ne dépassera pas 6% du produit intérieur brut (PIB) en 2011. Celles-ci ne devraient pas inclure de nouvelles coupes budgétaires.

Au plus bas de sa popularité, le président du gouvernement a fina-

lement quitté Madrid mardi soir au moment où le mouvement des « indignés » se remobilisait après l'évacuation d'une centaine d'entre eux installés sur le campement de la Puerta del Sol. La place madrilène a été bouclée par la police, tandis que métros et trains ont reçu l'ordre de ne plus s'y arrêter. Dénonçant une évacuation destinée à « nettoyer la place » pour la visite du pape du 18 au 21 août, des milliers de manifestants ont parcouru les rues du centre dans la nuit. ■

Elodie Cuzin